

CONFERENCE-DEBAT

**« L'AVENIR DE LA MEDITERRANEE A L'AUNE DES NOUVELLES
REALITES GEOSTRATEGIQUES MONDIALES »**

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

**RABAT
MARDI, 22 AVRIL 2014**

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Avenue Azzaitoune, Hay Riad, Rabat 10100

Téléphone : +212 (0) 537.71.83.83 – Fax : +212 (0) 537.56.40.79

Email: contact@ires.ma

Site Web: www.ires.ma

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que nous vous accueillons, aujourd'hui, à l'IRES à l'occasion de cette conférence-débat sur une question importante qui concerne l'avenir de la Méditerranée, à l'aune des nouvelles réalités géopolitiques internationales.

Je tiens, d'emblée, à remercier M. Fathallah SIJILMASSI, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée, d'avoir bien voulu accepter l'invitation de l'IRES, malgré ses multiples obligations. Ses éclairages seront fortement utiles à la réflexion sur le processus d'intégration en Méditerranée.

Les questions liées au développement de la région euro-méditerranéenne figurent, à l'évidence, au cœur des préoccupations de l'IRES, dans le cadre de sa mission permanente de veille stratégique qui consiste à suivre de près les mutations internationales et régionales sur le plan politique, économique, social, culturel et environnemental et d'analyser leurs impacts sur le Maroc.

Outre ses travaux d'étude sur les relations entre le Maroc et l'Union européenne, sur la situation en Europe et sur les mouvements de contestations à l'échelle du monde arabe, l'IRES a organisé plusieurs séminaires, animés par des Ambassadeurs et des experts des deux rives de la Méditerranée. Il a également participé activement à des conférences, organisées par des institutions à caractère régional et par des think tanks européens sur des thématiques liées à l'intégration en Méditerranée.

Mesdames et Messieurs,

L'accélération du décentrement du monde au profit des nouvelles puissances émergentes, sous l'effet de la crise financière et économique mondiale, toujours à l'œuvre, laisse entrevoir l'émergence de nouvelles réalités géostratégiques où il n'y aura pas d'avenir sans intégration effective pour les pays de la Méditerranée.

La nouvelle architecture de la mondialisation consacre davantage la prééminence des grands ensembles régionaux ou continentaux structurés. La recherche d'une taille critique est devenue, de ce fait, un trait marquant du contexte concurrentiel mondial.

Outre les considérations économiques évidentes, l'impératif de développer l'intégration en Méditerranée est dictée par l'acuité des problématiques structurelles qui conditionnent l'avenir de la région. Il s'agit, entre autres, des effets avérés du changement climatique, de la dynamique migratoire et des tensions sécuritaires. Ces problématiques, auxquelles sont exposés les pays de la Méditerranée, requièrent des réponses appropriées qui ne pourraient être l'émanation que d'une vision commune et partagée.

La Méditerranée est restée, cependant, en marge de cette dynamique d'ensemble et, plus particulièrement, sa région sud. Malgré les différentes approches de partenariat envisagées (politique méditerranéenne, processus de Barcelone, politique européenne de voisinage, UPM...), les pays du Sud de la Méditerranée affichent l'un des taux les plus faibles en matière d'échanges intra-régionaux, soit autour de 5% (3% pour le commerce intra-maghrébin) et une attractivité réduite du capital international, avec une part de près de 3% des flux des IDE, à l'échelle mondiale, selon les données de la CNUCED en 2013.

Pourtant, la Méditerranée dispose de grands atouts et d'importantes complémentarités, entre ses deux rives, sur le plan de la démographie, de l'économie, de la sécurité alimentaire, de l'énergie... La Méditerranée est également une écorégion, compte tenu de la richesse de sa biodiversité. Elle pourrait, ainsi, jouer un rôle important, en matière de contribution à l'effort mondial de lutte contre le changement climatique.

Si les multiples atouts de la Méditerranée laissent suggérer que le scénario de la marginalisation de cette région n'est pas du tout une fatalité, sa construction n'est pas non plus aisée, eu égard au caractère hétérogène des pays de la Méditerranée, à l'absence d'intégration sud-sud et à la présence grandissante en Afrique du Nord des pays émergents.

Mesdames et Messieurs,

Le développement d'une nouvelle vision de long terme du partenariat est une nécessité incontournable pour permettre à la Méditerranée de mobiliser plus efficacement les multiples complémentarités qui existent entre ces deux rives et de renforcer les capacités de la région dans son ensemble pour mieux faire face aux défis occasionnés par le nouvel ordre concurrentiel, post-crise mondiale.

Cette nouvelle vision, qui devrait rompre radicalement avec les logiques qui ont jusque-là structuré les relations entre les deux rives de la Méditerranée, ne gagnerait-elle pas à être axée sur l'imbrication étroite des systèmes productifs en Méditerranée, sur la mise en place de réseaux professionnels méditerranéens et sur l'approfondissement de la coopération sur des questions importantes telles que la sécurité alimentaire et énergétique ou la formation supérieure et la recherche scientifique ?

Loin d'être une utopie, la construction d'une zone euro-méditerranéenne intégrée et prospère, sur la base de projets concrets, relève du futur possible. Sa concrétisation n'est-elle pas tributaire, cependant, d'une volonté politique ferme, de par et d'autre de la Méditerranée et d'un dépassement de la fragmentation des pays d'Afrique du Nord, en œuvrant, activement, en faveur du développement d'un marché sudméditerranéen, affranchi des ambivalences de l'agenda politique et des considérations de court terme ?

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc, pays sud-méditerranéen le plus avancé en matière d'intégration à l'Union européenne, au regard de son statut avancé, a toujours œuvré en faveur du renforcement de l'intégration régionale en Méditerranée et ce, depuis la mise en place du processus de Barcelone.

Cet engagement ne cesse de se renforcer, comme en témoignent :

- la mise en œuvre d'importants projets d'infrastructures sur la côte méditerranéenne du pays (Port Tanger-Med, plateformes industrielles, projets touristiques d'envergure...) qui constituent, à l'évidence, des éléments importants pour mobiliser les avantages compétitifs liés à la proximité et exploiter les diverses complémentarités existantes.
- l'engagement dans la dynamique des échanges énergétiques (interconnexions aux réseaux électriques régionaux, gazoduc Maghreb-Europe...) et l'adoption de choix énergétiques, en harmonie avec les projets régionaux (Plan solaire).
- l'importance donnée par le Maroc à la stabilité dans la région méditerranéenne, en œuvrant activement en faveur du maintien de la paix, en luttant contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière et en contribuant à la mise en place d'une réponse globale et durable à la question de l'immigration illégale.
- l'expérience du Maroc en matière de conduite des processus politiques transitionnels, pouvant être apportée aux pays de la rive sud de la Méditerranée qui la souhaitent.
- le rôle important que pourrait le Maroc dans le domaine de la coopération triangulaire entre l'Europe et l'Afrique sub-saharienne, au regard de son expérience et de l'image positive dont il jouit auprès des pays partenaires africains.

Mesdames et Messieurs,

Ce sont là les contours généraux du thème objet de cette conférence. La présence de hauts responsables du secteur public, de représentants du monde des affaires et d'experts universitaires constitue une opportunité idoine pour approfondir la réflexion et enrichir le débat sur les perspectives de l'intégration en Méditerranée, à l'aune des nouveaux équilibres géostratégiques mondiaux.

Je vous remercie de votre attention et reste persuadé que nous assisterons, aujourd'hui, à un débat de grande qualité, comme il est toujours de coutume à l'IRES.

Sans trop tarder, je passe la parole à Monsieur Fathallah SIJILMASSI.